

La pauvreté a augmenté de façon spectaculaire à Madagascar depuis janvier 2009

Le nombre d'enfants travailleurs (2 millions) a augmenté de 25 %

Inter Press Service News Agency (IPS) - Fanja Saholiarisoa – 25/09/09

La pauvreté a augmenté de façon spectaculaire à Madagascar depuis janvier, lorsqu'un mouvement de protestation national, pour mettre fin au régime de l'ancien président Marc Ravalomanana, a plongé le pays dans une crise socio-économique. Depuis lors, le nombre d'enfants travailleurs a augmenté de 25 pour cent.

Deux millions d'enfants de moins de 15 ans vont travailler tous les jours au lieu d'aller à l'école, selon une étude publiée récemment par le Bureau international du travail (BIT), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Institut national des statistiques de Madagascar (INSTAT).

A Ambalakely, une ville rurale dans le sud de l'île, plus d'une centaine d'enfants se lancent dans des travaux physiquement épuisants à la carrière de pierres locale. Ils cassent des pierres aux côtés de leurs parents en vue de produire des blocailles pour l'industrie du bâtiment. A cause de la pauvreté généralisée et du chômage, le travail quotidien, dans les pires conditions, constitue leur seul moyen de survie.

"Nous quittons la maison tôt tous les matins pour arriver sur les lieux. Nous ne rentrons que tard dans la soirée", a déclaré Jeannine Raheiniaina, une mère de quatre enfants. Pour justifier la présence de ses enfants à la carrière, elle s'empresse de dire : "Nous n'avons pas d'autres moyens pour assurer notre subsistance. Ils sont ici de leur propre (gré) parce qu'ils savent ce que leurs parents endurent".

Mamitiana, son fils de sept ans, se plaint du travail dur et épuisant qu'il doit faire chaque jour : "Je dois casser deux gros sacs de gravier par jour pour rendre ma mère heureuse".

La casse de pierres

L'étude du BIT, de l'UNICEF et de l'INSTAT a révélé qu'environ 1,8 million d'enfants âgés de cinq à 17 ans sont obligés de travailler, et la plupart exercent des métiers dangereux, malgré le fait que le travail des enfants est contraire au droit international et malgache. Plusieurs enfants travaillent comme ouvriers journaliers dans l'industrie de la pêche, dans les carrières ou comme domestiques, et la plupart sont obligés d'abandonner l'école, sans même recevoir l'enseignement primaire de base.

Le destin d'une adolescente exploitée a récemment bénéficié de l'attention nationale. Jeannine Razananirina, 17 ans, originaire de Behenjy, à 60 kilomètres au sud d'Antananarivo, la capitale de l'île, a été grièvement blessée lorsque son employeur l'a délibérément brûlée avec de l'eau bouillante en juin, et les travailleurs sociaux l'ont aidée à porter plainte.

"Je ne pouvais plus supporter la souffrance. Je n'avais personne sur qui compter. Après mon expérience, je conseillerai aux jeunes filles dans ma campagne de ne plus aller travailler à Antananarivo", a observé cette adolescente.

Le cas de Razananirina n'est pas isolé, mais cette situation critique des enfants bénéficie de peu d'attention sur l'île. La pauvreté oblige les parents à ignorer les lois interdisant le travail des enfants.

"Il est difficile d'éduquer les parents qui travaillent dans les carrières de pierres sur l'importance d'envoyer leurs enfants à l'école", a déclaré Berthine Ralaivelo, directrice de l'école primaire de Ilempona. Elle dit que beaucoup d'enfants viennent irrégulièrement à l'école, en fonction du jour où ils doivent travailler. Par conséquent, les taux d'inscription ont baissé cette année, de 50 pour cent à environ 20 pour cent, dans l'école primaire, selon Ralaivelo.

En dehors de la privation des enfants de leur droit à l'éducation, le travail des enfants comporte de grands risques de santé. Selon l'étude, 37 pour cent des enfants travailleurs ont déclaré que leurs activités leur ont causé de tort. Beaucoup ont souligné qu'ils tombent malades ou se blessent, notamment ceux qui exercent des tâches physiques dans le secteur des mines, de la transformation et de l'agriculture - qui sont les plus vulnérables.

Risques de santé

La pauvreté, qui ne cesse d'augmenter, a rendu normal le travail des enfants à Madagascar. Selon les chiffres de 2005 de l'UNICEF, près de 70 pour cent de la population vit avec moins de 1,25 dollar par jour. Bien qu'il n'y ait pas de statistiques récentes disponibles, les experts estiment que le nombre de personnes extrêmement pauvres a augmenté considérablement depuis le commencement de la crise socio-économique au début de cette année.

"La pauvreté constitue la principale cause du travail des enfants. Les parents n'ont pas les moyens de nourrir leurs familles; alors, ils impliquent leurs enfants dans le travail afin d'augmenter la somme d'argent qu'ils se font", a expliqué Norotiana Jeannoda, présidente de l'Association des professionnels diplômés en services sociaux à Antananarivo.

"Une journée dans une mine de pierres rapporte 1,900 Malagasy Ariary (1 dollar). Plus plusieurs membres de la famille travaillent, plus ils se font beaucoup d'argent".

Une campagne nationale de lutte contre le travail des enfants, lancée il y a quatre ans par le BIT, n'a connu que peu de succès, en dépit du fait qu'il a bénéficié du soutien du gouvernement. "La campagne a permis de (sauver) des milliers d'enfants dans le domaine du travail, mais beaucoup ont encore besoin d'aide", a indiqué Francesco D'Ovidio, coordonnateur du BIT à Madagascar.

Bien que Madagascar ait signé et ratifié la Convention internationale du BIT sur l'âge minimum pour le travail en 2000 et ait voté une loi nationale en 2007, qui interdit que les enfants de moins de 15 ans exercent toute sorte de métier, personne n'a été arrêté ou poursuivi pour le travail des enfants dans le pays. Les experts estiment que la loi est inutile, puisque la lutte pour la survie continuera par prendre le pas sur l'envoi des enfants à l'école.

"Il n'y a aucune solution efficace pour tenir responsables les familles qui sont dans le besoin", a expliqué Victorine Rakotondranivo, une psychologue indépendante. Seulement, si le gouvernement offre aux pauvres des subventions pour les aider à sortir de la pauvreté, et parvient à réduire radicalement le chômage, les enfants seront en mesure de retourner à l'école, souligne-t-elle.

Source : <http://ipsinternational.org/fr/note.asp?idnews=5503>